



Kuznica, vendredi. PHOTO POLICJA PODLASKA, REUTERS

L'Union européenne contre-attaque

Les Vingt-Sept s'emploient à tarir, par des discussions avec les pays de départ et de transit, les flux de migrants organisés par Minsk.

L'instrumentalisation des migrants par la dictature d'Alexandre Loukachenko va faire long feu : sous la pression de l'Union européenne, la Turquie a interdit, vendredi, aux Irakiens, Syriens et Yéménites d'embarquer pour Minsk

depuis ses aéroports. L'Irak, les Emirats arabes unis et le Liban devraient suivre, le Grec Margaritis Schinás, vice-président de la Commission chargé de l'Asile et de l'Immigration, effectuant une tournée de tous les pays de transit pour tarir à la source les filières aériennes mises en place par le Bélarus.

Pour Bruxelles, l'Union européenne (UE) est confrontée à une «*attaque hybride*», comme l'a expliqué Charles Michel, le président du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, mercredi, à Berlin. C'est-à-

dire à une action non militaire visant à déstabiliser un ou plusieurs pays, en l'occurrence la Pologne et la Lituanie, qui accueillent l'opposition bélarusse. Il ne s'agit pas d'une crise migratoire, avec seulement 2000 à 3000 migrants ou réfugiés massés à la frontière polonaise. Dans une déclaration commune à l'issue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies, jeudi soir, l'Estonie, la France, l'Irlande, les Etats-Unis, la Norvège et le Royaume-Uni ont accusé le Bélarus de chercher à «*dé-*

tourner l'attention des s-

Afflux limité. «*C'est une opération très sophistiquée, car il faut aller chercher les candidats au départ dans différents pays, leur faire miroiter un passage vers l'UE, leur délivrer un visa, les convoier vers Minsk puis vers la frontière*», reconnaît un diplomate de haut niveau. «*C'est tellement bien organisé qu'on peut se demander si Loukachenko ne bénéficie pas de l'aide de la Russie*», poursuit notre interlocuteur. Reste qu'un afflux aussi limité ne

serait même pas considéré comme une crise dans les pays du Sud sur la «*ligne de front*» des voies migratoires : «*Les Polonais sont habitués à traiter avec des Ukrainiens ou des Bélarusses chrétiens, pas des Irakiens ou des Syriens musulmans. C'est l'effet d'entraînement, parfaitement prévu par Minsk, qui donne l'impression à Varsovie d'être submergé et pousse le pays à sur-réagir*», estime un diplomate. «*Ce qui se passe n'a rien à voir avec la crise de 2015*», renchérit Yves Pascouau, titulaire de la chaire Schengen à l'université de Nantes, lorsque plus

d'un million de personnes ont emprunté la «*route des Balkans*». «*Ils étaient déjà présents en masse en Turquie et les autorités ont été débordées. Ce n'était pas une volonté de faire pression sur l'UE alors que la crise actuelle est un pur rapport de force entre Etats*». Le nombre limité d'arrivants pourrait être parfaitement traité par l'Union, certains d'entre eux ayant sans doute droit à l'asile et les autres pouvant être renvoyés dans leur pays de provenance. Bagdad s'est déjà engagé à identifier ses ressortissants – essentiellement des Kurdes – bloqués à la frontière, pour leur proposer un rapatriement.

Faim. Le problème est que la Pologne a choisi de répondre à ce qu'elle ressent comme une invasion par la manière forte en déployant barbelés et militaires. Or, si l'UE ne peut pas laisser ses frontières grandes ouvertes, elle ne peut pas non plus abandonner les migrants qui risquent de mourir de froid et de faim à ses portes. La réponse est donc multiforme. Elle va d'abord aider financièrement le Haut-Commissariat aux réfugiés et les ONG côté bélarusse. Ensuite, elle poursuit ses négociations avec les pays de départ pour qu'ils ne laissent plus partir vers Minsk les exilés : «*Avec les pays avec lesquels on peut parler, ça marche. Ça sera plus compliqué avec la Syrie ou la Libye*», soupire un diplomate européen. Bruxelles discute aussi avec les compagnies aériennes pour qu'elles arrêtent de multiplier les vols et fassent le tri parmi les passagers, sous peine de sanctions. «*Mais on n'en arrivera pas là, car personne n'y a intérêt*», explique ce même diplomate, sauf avec la compagnie bélarusse, Belavia. Les Européens vont aussi faire passer le message dans les pays de départ que «*la route bélarusse*» est une impasse.

Enfin, un nouveau jeu de sanctions contre les personnes impliquées dans ce trafic d'êtres humains va être adopté lundi par les vingt-sept ministres des Affaires étrangères. «*Si le but de Loukachenko était de nous faire renoncer aux sanctions déjà décidées contre son régime, c'est raté*», explique un diplomate de haut niveau. On va lui montrer que c'est une voie sans issue. «*On ne peut pas discuter avec Loukachenko. Il n'a aucune stratégie, il rend juste coup pour coup*», analyse Yves Pascouau. Chacun espère que cette «*stratégie du fou*» n'aboutira pas à un conflit armé.

JEAN QUATREMER
Correspondant européen